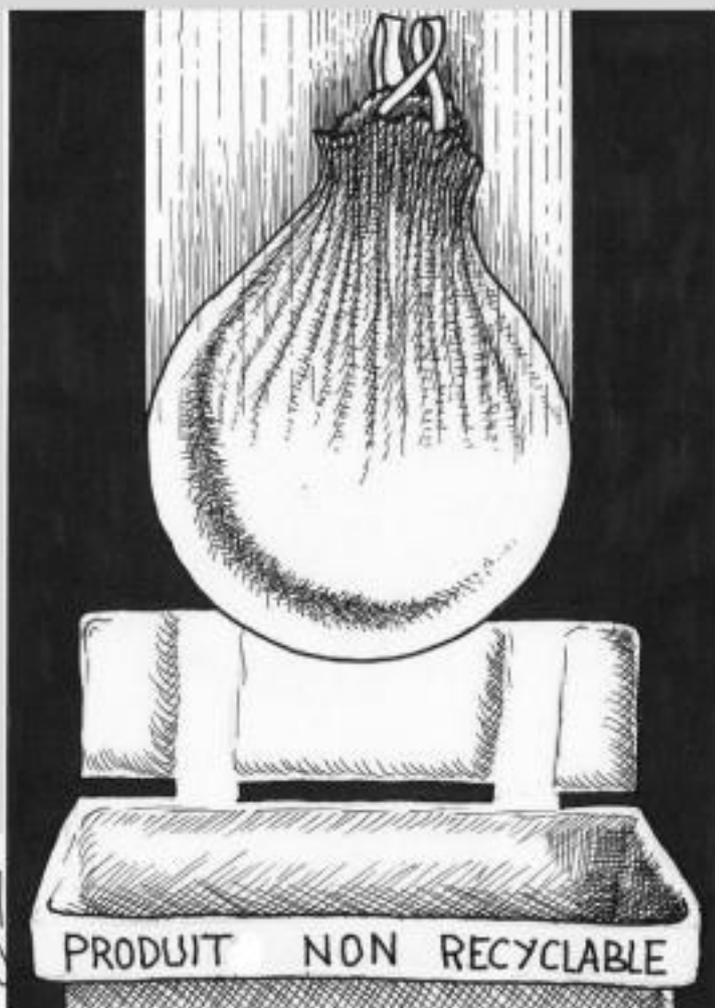


Creuse-Citron

Journal de la Creuse libertaire - N° 24 mai-juillet 2010 - prix libre



A l'affût

Feu le premier mai p. 2

Tous en colère

À l'hospice en chantant p. 3

La gueule toute noire

Ouailles not ! pp. 4-5

La gueule toute verte

Cultiver sans frontières pp. 6-7

Écologie pratique... pour des thunes

Usine à gaz pp. 8-9

Capitalisme à la poubelle

Alternaflocs pp. 10-11

Coup de gueule

Pas de ça chez nous ! pp. 12-13

Mauvaises lectures p. 14

Revue de crise p. 15

Rendez-vous p. 16

2 - À l'affût

Feu le premier mai

APRÈS L'ÉCHEC DES MOUVEMENTS de 2003 contre la réforme des retraites et de 2007 contre les régimes spéciaux, puis la poursuite des délocalisations, le patronat, avec l'aide des gouvernants, mène son offensive antisociale presque tranquillement.

Les directions des organisations syndicales semblent incapables de mettre en œuvre une riposte sérieuse, car elles sont terrifiées à l'idée de déclencher des événements qu'elles ne contrôlèrent pas, enfermées qu'elles sont dans des logiques politiciennes et engluées dans la collaboration avec les patrons. Elles nous cantonnent dans des « journées d'action » à répétition, sans lendemains, sans perspectives de combat.

Ce rite réformiste de la journée d'action n'est ni plus ni moins qu'un moyen de canaliser les mécontentements, la soupape de sécurité dont a besoin le gouvernement. Autant dire un enterrement de tout espoir, y compris pour l'obtention de miettes. Autrement dit une machine à perdre bien rodée.

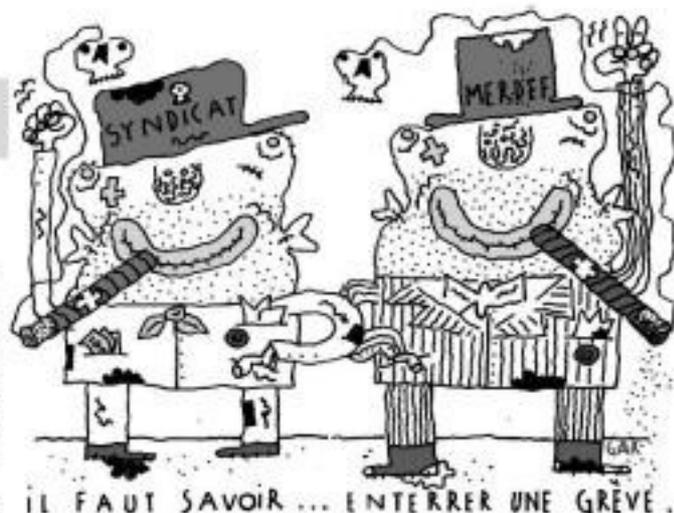
Seules, les résistances locales, parties de la base syndicale, parviennent parfois,

de différentes manières, à des résultats, comme chez les Continentaux, par exemple. Mais fédérer les revendications ne semble pas à l'ordre du jour des principales directions syndicales.

Ce qu'on nous présente sous le nom de démocratie n'est qu'une mascarade : le véritable pouvoir est entre les mains des hauts fonctionnaires et d'une poignée de grands patrons. Les gouvernants, de droite comme de gauche, exécutent leurs désirs. Les politiciens de toutes espèces qui affirment le contraire sont de fiers menteurs. Ils nous soulent de leurs fumées électorales, alors que face aux rapaces de l'État et du Medef, il n'y a qu'une seule solution : la lutte sans merci.

Il est grand temps de mettre fin à leur arrogance.

Les partis politiques trahissent ? Qu'ils crévent. Et que défendent aujourd'hui les directions syndicales quand un certain Bernard Thibault déclare sans honte, à propos de la dernière grève à la SNCF,



IL FAUT SAVOIR... ENTERREUR UNE GRÈVE.

qu'elle « avait été trop longue pour tout le monde » ? Les cheminots apprécieront cette déclaration digne d'un patron. Mais la base commence à porter, à juste titre et de plus en plus souvent, la flamme de la révolte. Espérons donc un débordement significatif pour construire mieux et plus fort, sans l'avis de la chefferie, la grève générale.

Ne plus faire confiance en ceux qui trahissent régulièrement les intérêts de ceux qu'ils prétendent défendre, cela signifie ne plus les élire. Ils ne pourront plus ainsi se réclamer d'aucune légitimité. Amen.

Texte largement inspiré de plusieurs textes parus dans le « Monde libertaire ».

Le blog de Creuse-Citron (sans subventions, sans publicité, sans dieu ni maître)

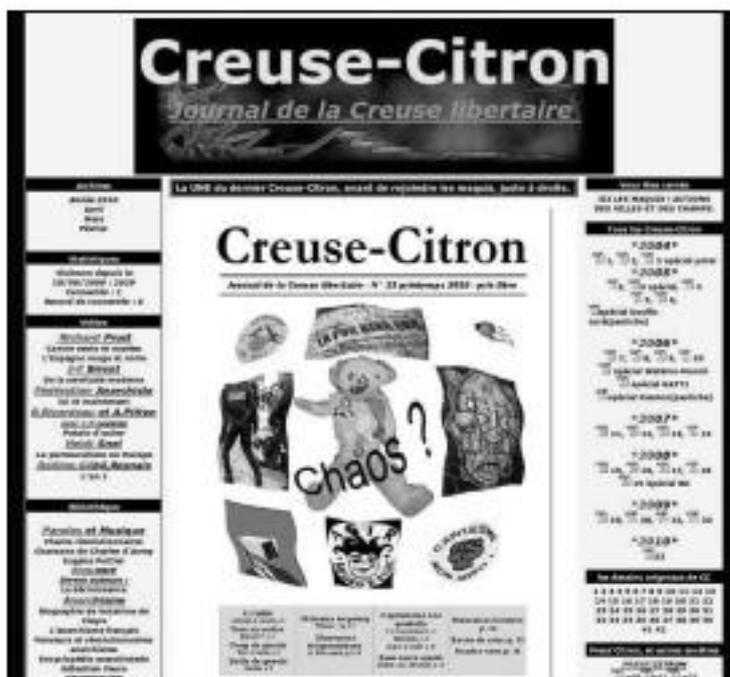
LE BLOG EST NÉ EN SEPTEMBRE 2009, sa page d'accueil reproduit la une du dernier numéro du journal. Il vous donne accès, ça va de soi, à la collection complète des anciens numéros.

Dans la douzaine de rubriques, vous trouverez des longs métrages d'inspiration libertaire (*L'an 01* de Doillon, *Contre vents et marées* de Prost, etc.), une bibliothèque thématique importante dont *l'Encyclopédie anarchiste* de Sébastien Faure, de la musique (Marc Robine, Igor Agar, Ogeret, etc.) ainsi que les dessins de nos artistes privés, c'est un comble. Enfin rien que des joyaux de l'anarchie et du monde libertaire, et en téléchargement libre, quelle aubaine.

La rubrique « Vous êtes cernés », réplique de la quatrième de couverture du journal, se veut plus réactive à l'actualité, car mise à jour... au jour le jour, selon les actions d'éclat des maquis creusois, nationaux, et même davantage...

Passée votre visite aux « images » (dont une inépuisable source sur la Commune de Paris), vous pourrez pousser la porte de nos amis dont *Publico*, *Radio libertaire*, le *Cira* et bien sûr *Anarchie 23*, le blog anar creusois.

<http://creuse-citron.revolublog.com>



**Allez les bleus ! Allez Louya !
Et que le plus con gagne !**

La « réforme nécessaire » du système des retraites : un argumentaire de faussaires à défaire.

Nous reproduisons ci-dessous un texte très clair, publié dans « A contre courant », n° 213 d'avril 2010 ; nous le complétons par deux remarques en encadré.

ARGUMENT 1 - L'allongement de la durée de la vie implique nécessairement celle de la durée du travail sur la vie entière.

· FAUX ! Entre 1870 et aujourd'hui, l'espérance de vie a presque doublé en France ; alors que, sur la même période, le temps annuel de travail a été quasiment divisé par deux ET la durée du travail sur l'ensemble de la vie s'est réduite, du fait de l'allongement de la scolarité et de l'institution des retraites. Il est donc possible de vivre de plus en plus vieux en travaillant de moins en moins ! C'en est d'ailleurs une condition.

· Pourquoi ? Tout simplement parce que la productivité du travail augmente : on produit de plus en plus par unité de temps de travail, en faisant travailler davantage les machines et moins les hommes.

ARGUMENT 2 - L'allongement de la durée du travail et de la durée de cotisation est rendu nécessaire par la baisse du rapport entre le nombre des retraités et celui des cotisants. Il y avait 4 cotisants pour un retraité en 1950, il n'y en a plus aujourd'hui que 1,75 et il n'y en aura plus que 1,2 en 2050 !

· FAUSSE ÉVIDENCE ! À ce compte, nous devrions déjà tous être morts de faim ! Au début du XX^e siècle, en France, un actif sur deux l'était dans le secteur agricole : un actif agricole se nourrissait lui-même et nourrissait un autre actif non agricole. Aujourd'hui, il en nourrit une trentaine puisqu'il n'y a plus que 3 % des actifs dans le secteur agricole. Un actif peut produire suffisamment de richesse de manière à entretenir un nombre croissant d'inactifs.

· Comment est-ce possible ? Là encore, grâce aux gains de productivité. Avec 1 % de gain de productivité par an, la productivité par travailleur double en 70 ans ; avec 2 % elle double en 35 ans. Au rythme actuel d'accroissement de la productivité, compris entre 1,5 et 2 %, un actif produira entre 2 et 2,2 fois plus de richesse sociale en 2050 qu'aujourd'hui. Conclusion : tout en diminuant, le nombre des actifs pourra entretenir un nombre d'inactifs supérieur à celui que l'on prévoit pour 2050 !

· D'ailleurs, c'est bien pourquoi on peut aujourd'hui entretenir deux fois plus de retraités avec proportionnellement 2,3 fois moins d'actifs, comme les données précédentes l'indiquent !

ARGUMENT 3 - L'allongement de la durée du travail et de la durée de cotisation est rendu nécessaire par le déficit de l'assurance vieillesse (plus de 10 milliards d'euros en 2009) et pour sauver cette dernière de la faillite (sa dette cumulée sera de 50 milliards à l'horizon 2013).

MENSONGE PAR OMISSION ! Cette dette n'est pas due d'abord à des raisons démographiques mais à des raisons politiques : au fait qu'on ne prélève pas sous forme de cotisations sociales et d'impôts ce qui peut et doit être prélevé !

· La part des salaires (directs et indirects, incluant les cotisations sociales) dans la valeur ajoutée (le supplément de richesse produit au cours d'une année) est actuellement de 65 %, soit près de 9 % de moins que ce qu'elle était au début des années 1980 et 4 à 5 % de ce qu'elle était dans les années 1960, en pleine période de croissance des Trente Glorieuses. En 2008 (derniers chiffres connus), cela faisait un manque à gagner pour les salaires de 60 à 75 milliards d'euros par rapport aux années 1960 et quelque 135 milliards d'euros par rapport au début des années 1980. Qui n'ont pas été perdus pour tout le monde, puis-

LA RETRAITE, DE PLUS EN PLUS TARDIVE



qu'ils sont venus grossir les bénéfices des entreprises et les revenus de leurs actionnaires.

· Selon un récent rapport de la Commission de finances du Sénat, l'ensemble de « niches sociales » (des exonérations de cotisations sociales des entreprises) engendrera un manque à gagner de 42 milliards d'euros en 2009 pour l'ensemble des organes de protection sociale. Tandis qu'un autre rapport de la Commission des finances de l'Assemblée nationale évalue à 73 milliards d'euros le montant des « niches fiscales » (des exonérations d'imposition à des titres divers, dont la majeure partie bénéficie aux très hauts revenus).

Conclusion : il y a d'ores et déjà largement de quoi financer l'assurance vieillesse tout comme d'ailleurs l'assurance maladie. La dette de l'une et de l'autre ne tient pas à ce que la richesse socialement produite serait insuffisante mais à ce qu'elle est très inégalement répartie.

ARGUMENT 4 - Une dose de retraite par capitalisation est nécessaire pour sauver la retraite par répartition et pour permettre à chacun de se constituer un capital (une épargne-retraite).

· ILLUSION ! Tout système de retraite par capitalisation revient à confier son avenir à des marchés financiers. Or, on a bien vu récemment que ces marchés répondent essentiellement à des processus spéculatifs qui conduisent d'autant plus inévitablement à la catastrophe (le krach) que leur croissance a été antérieurement générée par un boom irrationnel. Là où des régimes par capitalisation ont été institués, les retraités et futurs retraités ont vu leurs pensions ou futures pensions de retraite fondre comme neige au soleil ou tout simplement disparaître.

Remarques

L'argumentaire repose en particulier sur les gains de productivité qui sont une donnée objective, mais sans en critiquer le principe, puisque le calcul à 2050 est basé sur leur constante augmentation. S'il faut s'engager dans la décroissance, cela se fera certainement au détriment de la productivité.

Par ailleurs on peut se demander si nous n'avons pas atteint le maximum de l'espérance de vie, et si même dans les pays dits développés, dont le système de soins est mis en pièces, elle ne va pas commencer à baisser.

Faisons de vos églises de sales défaites

Au culte là d'dans c'est l'printemps

DANS LE FOND D'UN JARDIN de ma connaissance, je vise le petit édifice de bois, sa porte percée d'un cœur, comme il se doit, pour permettre à une lumière parcimonieuse de baigner d'une douceur propice à la méditation la plus paisible, l'endroit consacré à une partie maîtresse de notre anatomie, ce qu'il convient de nommer le trou du cul. Au clou, quelques feuilles de journal, endroit parfait où les canards locaux (canard laquais de tous les pouvoirs, au singulier) où les canards locaux, donc, trouvent leur véritable destinée et la plus digne de leurs lignes éditoriales : être lus d'un derrière distrait ; quelques mouches, amoureuses elles aussi du lieu, typographient d'une ponctuation hasardeuse un article avec photo : le maire, le cureton et une assemblée d'ahuris se congratulent et se ficelledecalcifent pour la merveilleuse restauration de l'église du patelin. En italiques le discours du maire qui s'émerveille de lui, et raconte que grâce à l'Europe, la France, la Région, le Département, les Monuments de France, le ministère de la Culture et autre source à frie, l'église du patelin retrouve sa jeunesse et son éclat.

Que fout là le cureton ? Tout le pognon qui a été trouvé est du bien public, cette putain d'église est un bien public, alors à quoi rime qu'un triste sire, porteur de ces fausses nouvelles qui aident à vieillir, se félicite et soit à la place d'honneur pour donner là une messe privée au nom d'une secte privée, dans ce lieu public.

Que l'on tienne tant à ces belles pierres qui composent les églises, les châteaux et autres monuments destinés à dominer le

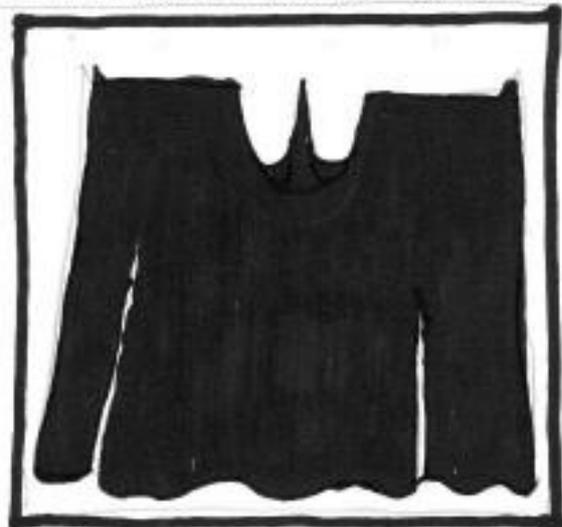
populo et à lui faire comprendre qui sont les maîtres, populo qui, ce con, se croit obligé d'admirer, c'est déjà foutrement triste, mais bordel de merde ! Au lieu de bâtir des horreurs de béton barbouillées de façon merdique, sur les recommandations de l'archidiacre des monuments de France, des endroits tristement appelés « *salle des fêtes* ». Faisons des églises des salles des fêtes, des lieux où ripailler joyeusement en écoutant du hard rock déjanté aux paroles subversives.

Ras le burnous d'entendre se répandre l'idée que nous serions dans un pays laïc où l'on n'accorderait du fric que destiné à des restaurations représentatives de notre histoire et qui seraient notre patrimoine commun. Patrie, moine, ça ne vous suffit pas pour vous foutre la puce à l'esgourde ? Qué, patrimoine ? Que des tas de cailloux ou de briques qui ont été empilés pour mieux asservir, humilier, faire ployer la valetaille sous le joug omniprésent de ces démonstrations vulgaires des pouvoirs ; ce sont là parfaits exemples de la soumission à ce fric détenu par des nantis au destin prétendument divin ; le plus cyniquement du monde ces représentations sont bâties par ceux-là mêmes qu'elles doivent asservir. C'est beau ! J'emmerde le beau qui n'a pour seul but que la magnificence.

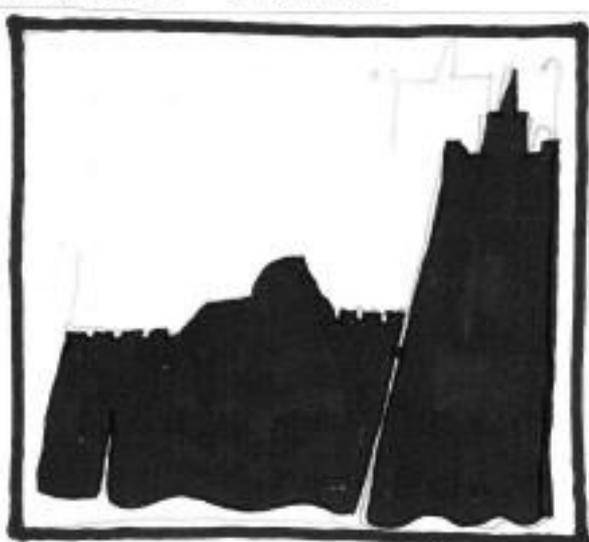
Aujourd'hui la mode est de se faire les chemins de Compostelle, pas sous un prétexte religieux « *ah non ! Que dieu nous en préserve ! Nous ne sommes pas croyants mais c'est beau et c'est méditatif, du reste ça a ressoudé notre couple ;*

nous sommes changés depuis que nous avons fait ça ». C'est comme ceux-là qui, de plus en plus nombreux, participent à des sinagrées sectaires genre mariages, baptêmes, enterrements et autres balivernes pour « *faire plaisir à la famille* » ; dites, ça ne vous dirait pas que ce soit la famille qui vous fasse plaisir et accepte votre libre pensée, et ne croyez-vous pas qu'il y a de beaux chemins à parcourir sans but religieux ! D'autant qu'il est absurde de prétendre que ce sont, tous, des chemins de Compostelle étant donné que ce sont avant tout de simples chemins : essayez, si vous tournez à droite ou à gauche, arrivés presque au bout, vous constaterez que vous n'arriverez pas à Compostelle. Amusant, non ?

Alors répandons de la poudre arrêcurés pour laver de nos facilités, nos collusions pantoises et irréfléchies, ne soyons pas des collabos d'une vaste fumisterie. Vade retro les maîtres et les gourous, laissez nos tas de cailloux. Regardez le Parthénon ou plus près de nous le site de Glanum dans le sud-est de la France, ce sont des ruines, je trouve que c'est bath des ruines ! Ça a d'la gueule les belles ruines, des pouvoirs dépassés, dites-vous. Mais non, ces restaurations actuelles sont bien destinées à des cultes nauséux et non inspirés par je ne sais quel goût du beau. Et ces cloches de merde qui font chier à heures fixes et en particulier aux heures dévotes ; qui aurait le droit de faire pareil randam à toute heure sans s'entendre menacer de la maréchaussée.



à vos cathédrales



à vos mosquées

Pour préciser le sens de mon propos il n'est pas question de viser en particulier telle ou telle secte, je les place toutes dans le même panier ; qu'elles soient déguisées en jaune safran, en faux-col, en psychanalyste-endivandé, en jusqu'au-boutiste-écologique, tous les culs-bénits me font tartir. Je suis un mécréant, un anarchiste, seule la pensée libre guide mes penchants et sans doute aussi ma paillardise, au plus beau sens du terme. Non mais sans blague ! Voici qu'en évoquant l'une, on attire l'autre ; pas de quartier, enviandons, enviandons tous les curetons. Avez-vous remarqué qu'en vieillissant ces monstres de cynisme se font des têtes de bon vieillard empreint d'une sagesse que seul leur béatitude a pu leur donner. Il est bon aussi de voir tout ce politique lécher le cul de ces pervers : « - Je ne veux en rien porter atteinte à la laïcité de l'État, mais quand je vois ce long chapelet d'églises (chapelet d'églises, ça doit être de l'humour ?) et de cathédrales, quand on connaît l'histoire de France et les rapports entre l'église et les rois de France, c'est notre devoir d'entretenir ce patrimoine, c'est aussi une affaire d'identité, de sens, de respect de notre culture. » Voyez que les ministres de l'Intérieur, même avec talonnettes, ne mentent pas toujours sur leurs intentions futures puisque ces fameux ministres, et c'est éloquent, sont aussi ministre des cultes. Le devoir de ce sinistre devenu résidu de la raie pue oblique a octroyé à cette « culture », pas moins de 47,5 millions d'euros, alors que le manque de projet concernant la culture actuelle est sidérant. Et puis, franchement, ça rime à quoi ces liftings de vieilles coquettes cannoises que l'on impose, alors que les rides du temps, la patine des ans déposée par les pigeons expriment là l'idée qu'ils se font des religions et de leurs représentations. Les pigeons des églises et autres temples ont ma

faveur, j'aimerais voler pour, afin de ne rien perdre, pouvoir les emmerder ces représentations sectaires. Voilà un mot d'ordre : chions et conchions toutes les religions autant qu'elles sont.

Pas question de chercher à comprendre, dans la mesure où comprendre c'est presque justifier. Il n'y a rien de rationnel dans les sectes, c'est anti-humain, ce sont les souches du fascisme. Pas question de comprendre, mais intéressant de comprendre comment et dans quel lit elles s'installent. Lit fait d'inculture, de repli sur soi, d'angoisse de vie, de fainéantise crasse et de je ne sais quelle idée d'immortalité : faut quand même se la péter grave pour vouloir ressusciter ou se réincarner. Tous, nous devons savoir pourquoi lorsqu'ils parlent en public les curaçillons enturbannés, enrabanés ou pas, au même titre que les colporteurs de faux discours politiques, sont crus. Tous ces « chefs charismatiques » possèdent un mystérieux pouvoir de séduction qui ne tient en rien à la justesse de leurs propos. Comment leur faconde d'histrions est soigneusement, patiemment, étudiée et mise au point ? Comment ils parviennent à proclamer des paroles aberrantes et contradictoires et à être acclamés et suivis jusqu'à la mort par des milliers de fidèles ? Comment des gens, somme toute ordinaires, fonctionnaires zélés d'un discours creux de sens, parviennent-ils à convaincre ? Il faut donc se méfier de ceux qui cherchent à nous convaincre par d'autres voies que par la raison, comme il est bon de se méfier de toutes formes de chefaillons. Comment depuis des siècles l'obscurantisme, la propagande, de tous les instants arrive à survivre ? Le passage de l'endoctrinement théorique à la soumission est rapide et brutal. Il ne s'agit plus seulement de la mort de l'intelligence, mais d'une foule de détails maniaques et symboliques prouvant que tout ce qui est de

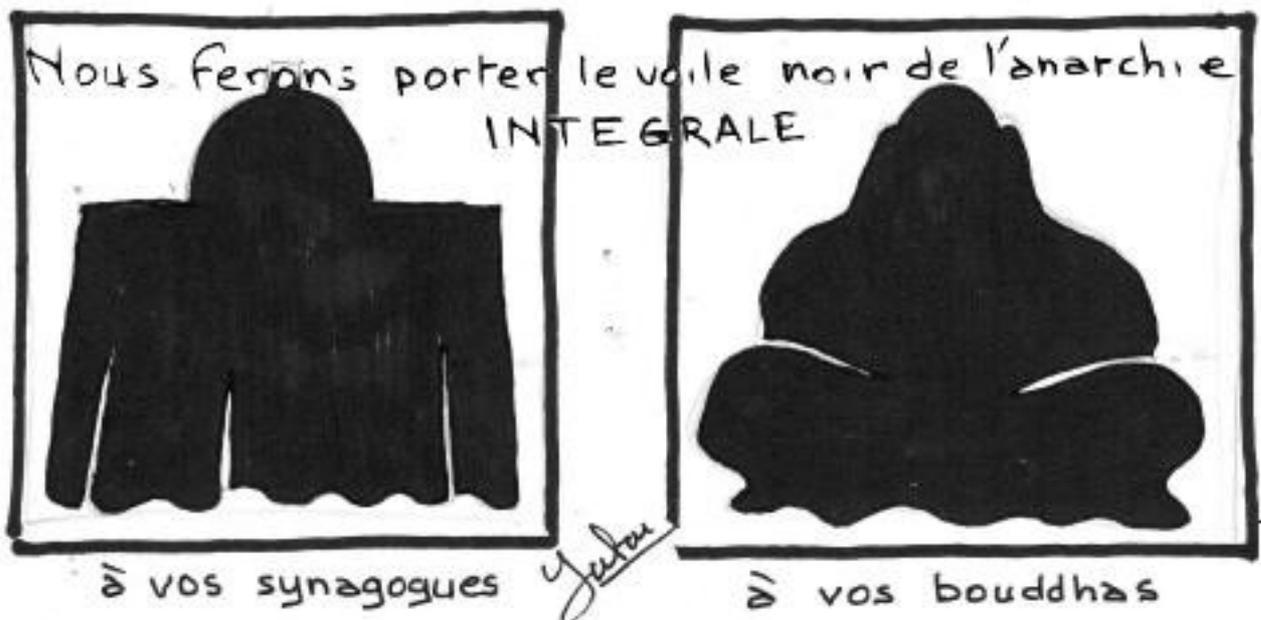
l'ordre de la pensée vibrante n'est que boue et ordure.

En résumé, on peut donc affirmer que les sectarismes représentent, tous, le paroxysme des intolérances les plus viles qui ouvrent à des prédispositions nationalistes et militaristes, à la recherche d'un bouc émissaire sur lequel faire retomber toutes les fautes et toutes les rancoeurs. Ce phénomène, aujourd'hui, et moins que demain, atteint un paroxysme conduit par des dictateurs maniaques vers un devenir barbare. La léthargie en ce domaine, c'est la mort de la vie, c'est laisser la porte ouverte à tous leurs conseillers en abrutissement et avec eux leurs forces de l'ordre, leurs gardiens du temple : les magistrats, la flicaille, les militailleurs, les politicaillons. Ne collaborons pas par facilité à leurs sinagrées, leurs singeries. Non ! il n'y a pas les justes et bonnes religions et le reste, il n'y a que de sombres sectes haineuses et vicieuses. Le représentant de certains bouddhistes parcourt le monde pour prôner le retour au pire féodalisme au Tibet où l'on vole des enfants pour les faire moines au mépris de leur mère. Ils asservissent les populations en en faisant leurs serfs corvéables à merci avec obligation d'engraisser ces gros porcs tondus empaquetés de tissus luxueux ensafranés. Liberté pour le Tibet mais liberté totale, et non retour de ce triste Moyen Âge servile.

Il n'y a pas de curé pédophile, il n'est question que de curetons et, dans toutes les religions, qui détruisent, violent avec violence, anéantissent l'intégrité, la pureté de l'enfance ; il faut leur interdire d'obliger des enfants qui ne leur ont rien fait à aboyer leurs conneries immondes.

**Libres-penseurs, anarchistes,
libertaires, OUI !
OUAILLES, NOT !**

GABAR



6 – La gueule toute verte



Face au désordre global...

« Cultiver : faire les travaux propres à rendre la terre fertile » disait le Larousse. Un siècle plus tard, on apprend dans les écoles d'agriculture combien de tonnes d'engrais chimiques enfouir.

Les sols se meurent, nous disent les derniers microbiologistes, et la terre devient une denrée rare et chère soumise à la spéculation.

Agir local, penser global ou agir global, penser local pour sauvegarder l'avenir ?

Mélodie en sous-sol

LA DESTRUCTION des sols agricoles est un problème majeur auquel l'humanité va être confrontée. En un siècle d'agrochimie 1 milliard d'hectares de terres fertiles, soit 25 % des terres cultivables, ont été stérilisés. En France, 10 % des sols sont pollués par les métaux lourds, 60 % sont frappés d'érosion et 90 % ont une activité biologique trop faible. En Inde, on a vendu des engrais et des variétés à haut rendement aux paysans qui ont conduit à l'érosion de millions d'hectares. Les pays du Maghreb, autosuffisants jusqu'en 1945, sont importateurs à 85 % de leur alimentation.

Le sol héberge 80 % de la biomasse vivante. À force de subir des agressions chimiques et mécaniques (labours profonds), les terres s'épuisent et les rendements baissent, surtout pour les céréales : dans les années 1980 l'INRA prédisait 150 quintaux à l'hectare, on plafonne à 100 et certaines terres « épuisées » fournissent 40 quintaux. Constitué de matières organiques et d'argiles, le sol est le seul milieu issu de la fusion du monde minéral des roches-mères et du monde organique issu de la vie à la surface, l'humus.

Autrefois, on l'entretenait par apport de fumier, de compost ; les engrais verts favorisaient les microbes minéralisateurs, la rotation des espèces les microbes vivant près des racines, les roches broyées les microbes en profondeur. L'agriculture « traditionnelle » s'appuyait sur la pratique du labourage et du pâturage, maintenant un équilibre entre forêts, prairies et cultures, les haies apportant une « forêt maillée » très utile. Depuis des dizaines d'années, on « nour-

rit » les plantes avec des engrais chimiques et on les badigeonne de pesticides. L'activité biologique décroît fortement et les sols meurent.

Les droits de l'humus bafoués

LE BARON JUSTUS VON LIEBIG, chimiste allemand du XIX^e siècle, père de la culture intensive chimique, avait découvert que, pour se nourrir, les plantes absorbent l'azote sous forme de nitrates, travail réalisé « gratuitement » par les microbes du sol. En 1913, un autre chimiste allemand, Haber, expérimente la technique permettant de réaliser cette transformation. Elle permet à l'Allemagne de déployer une énorme puissance de feu à l'aide des nitrates. L'après-guerre voit la reconversion des usines, les engrais succédant aux bombes, les pesticides au « gaz moutarde », les tracteurs aux tanks, même si le développement de l'agriculture industrielle ne connut son plein essor qu'après la Seconde Guerre mondiale. Entre les deux guerres on préconise 20 à 30 kg d'engrais par hectare, aujourd'hui 250 ! Le travail fourni par les micro-organismes a été « délocalisé » dans des usines de béton et d'acier fabriquant des « intrants » qui appauvrissent les sols. Les plantes sont carencées et affaiblies



face aux parasites, nécessitant de nombreux traitements et fragilisant les humains. Ce n'est pas un hasard si les mêmes multinationales s'approprient le marché des semences, des intrants chimiques... et des médicaments.

À qui profitent les famines ?

LE MODÈLE AMÉRICAIN, 800 kg de céréales par personne et par an, rapporté à la production mondiale permettrait de nourrir 1 milliard d'habitants ! Le régime alimentaire des « pays riches » nécessite 10 000 m² (1 hectare) par personne, alors que 2 600 m² sont disponibles. Chaque année on récupère 17 millions d'hectares par déforestation, mais 10 millions d'hectares disparaissent par érosion. On dispose donc de 7 millions d'hectares pour nourrir la population supplémentaire de 90 millions, soit moins de 700 m² par personne, seuil de la famine pour la FAO ! Ceci explique les tentatives actuelles d'États et de multinationales pour s'accaparer des terres de « pays du Sud » (voir *Creuse Citron*, n° 22).

Ainsi la grande inégalité de l'utilisation des ressources risque de s'aggraver rapidement. Il est vital que de plus en plus de paysans reprennent en mains la totalité de la production alimentaire, récupération des savoirs, recherche, semences, amendements naturels, modes de production, échanges directs avec les consommateurs... Une levée massive de fourches suffira-t-elle à ébranler le capitalisme et ses affameurs ? L'espoir de détruire ce système renaîtra-t-il dans les champs, mais aussi dans les rues, les bureaux, les ateliers, les usines ?

... des solutions locales ?

Le bio, vert à moitié plein ?

POUR PRÉSERVER ou redonner vie au sol, les pratiques de l'agriculture biologique ou biodynamique sont efficaces. Les inquiétudes des consommateurs concernant leur alimentation ont permis de passer de 3 000 agriculteurs bio à près de 20 000 aujourd'hui.

Mais une partie de ceux qui se convertissent au bio le fait surtout pour des raisons économiques, et ne ressemble guère aux « pionniers » des années 1970, dont j'avais pu constater « l'esprit contestataire ». D'ailleurs certains n'hésitent pas à pratiquer des labours profonds, qui fragilisent la vie des sols.

Mais le plus inquiétant est de voir le « green business » s'en emparer : précurseur, Natjar Tapie avait déjà mis la main sur la chaîne de magasins bio *La Vie Claire* au début des années 1980. Mais aujourd'hui, ce sont les grandes surfaces qui développent leurs rayons bio. Une bonne partie de leurs produits est importée : l'inter AMAP Ile-de-France s'est vu proposer un financement pour former des agriculteurs bio destinés à l'Afrique, afin d'utiliser une main-d'œuvre docile et peu chère (le Méphisto du grand commerce s'est fait virer avec fracas) !

De même, la guerre des labels fait rage et le label AB, déjà en retrait sur les labels tels « Nature et progrès » ou « Demeter », s'aligne sur le récent label européen. Parmi les reculs, l'élevage voit disparaître beaucoup de limitations (traitements antibiotiques, ensilage, âge d'abattage...), la présence d'OGM est tolérée, si elle est « fortuite », jusqu'à 0,9 % au lieu de 0,1 %. De toute façon les labels coûtent cher aux paysans et ne se basent que sur des contrôles ponctuels ; ceux qui utilisent un circuit court (AMAP, « Sans terre » brésiliens) privilégient souvent le contrôle direct par les consommateurs.

L'agroécologie, démarche plus complète ?

DEPUIS QUELQUES ANNÉES se développent des pratiques dites de « semis direct sur couverture végétale » (SVC), plus connues sous le nom d'agroécologie.

Souvent expérimentée dans des « pays du Sud », où des petits paysans tentent de préserver leur autonomie alimentaire et économique, s'y retrouvent des préoccupations sociales. L'objectif est de passer du quantitatif au qualitatif, de la spéculation à une économie gérée collectivement, d'une nourriture qui voyage à une nourriture consommée localement. Ses principes recourent souvent ceux de l'agriculture biologique, mais sont plus complets et accessibles aux paysans pauvres :



– Traitements mécaniques du sol qui ne bouleversent pas sa structure,

– Fertilisation organique fondée sur les engrais verts, le compostage (déchets végétaux et animaux),

– Traitements phytosanitaires naturels (cendres de bois, graisses animales, etc.),

– Variétés adaptées aux divers territoires avec des espèces traditionnelles reproduites localement,

– Usage économique de l'eau,

– Constitution de haies vives maintenant de petits écosystèmes favorables aux plantes,

– Reboisement par des espèces diversifiées (combustibles, pharmacopée, etc.),

– Réhabilitation des savoir-faire traditionnels.

L'exemple du Brésil

L'ÉTAT DE LULA et du Parti des travailleurs (PT) applique les règles du capitalisme international. Dans le domaine agricole, allié des grands propriétaires terriens, il favorise les OGM, les agro-

carburants, la monoculture (le soja brésilien nourrit une partie du cheptel européen). Mais les résistances sont fortes parmi les victimes de ces choix, petits paysans, communautés indigènes.

Depuis quelques années des expérimentations d'agroécologie se développent, aussi bien dans le Sud tropical (État de Parana) que dans le Nordeste semi-aride, soutenues par le MST (Mouvement des sans-terre) et la FATRAF (Fédération des travailleurs de l'agriculture familiale).

Dans le Parana, tout est parti d'une lutte de petits paysans qui réclamaient leurs titres de propriété. Aussitôt obtenus, certains se sont empressés de revendre leurs terres à un promoteur immobilier, afin de partir en ville car « ici on est sûr qu'on sera pauvres toute notre vie ». Devant ce phénomène, une association s'est créée pour « à partir de la question sociale, rechercher des techniques bon marché pour améliorer la productivité ». Se méfiant à cette époque de l'agriculture biologique, « l'objectif était que les paysans s'en sortent, pas de cultiver un produit destiné à un marché de riche, les classes aisées brésiliennes », ils mirent au point des méthodes naturelles plus économiques pour des communautés qui se ruinaient en pesticides, engrais, équipements mécanisés. Les sols furent régénérés en quatre ou cinq ans. L'association a mis en place une formation en agroécologie et a permis l'acquisition de moyens mis en commun (bio fertilisants, semences d'engrais verts, etc.).

Cet exemple a été repris ailleurs au Brésil et une tendance à fédérer ces initiatives se met en place, telle « L'articulation du semi-aride » qui réunit plus de 700 associations de producteurs et d'organisations de la société civile.

La direction du MST, dont une partie est liée au PT, les soutiendra-t-elle jusqu'au bout ? L'État les tolérera-t-il longtemps ?

ÉLAN NOIR

8 - Écologie pratique...

Fume, c'est du méthane

et souviens-toi de Valorga...

Nouvelle implantation industrielle dans une ville en situation économique délicate, production d'énergie à partir de ressources renouvelables, valorisation de déchets et création de quelques emplois, le projet Abiodis d'installation d'une unité de méthanisation de déchets organiques à Guéret a tout pour séduire. Mais si on gratte un peu, ce qui n'est pas facile vu l'opacité entretenue autour du dossier par la Mairie de Guéret et le promoteur du projet, les considérations écologiques et de développement local s'effacent vite devant les simples enjeux financiers et subventionnaires.

Le projet est simple : produire de l'électricité et de la chaleur à partir du gaz méthane issu de la dégradation ou « digestion » de déchets organiques. L'usine traitera 72 000 t de déchets par an : boues issues des usines d'épuration des eaux (23 %), pulpes produites à partir des déchets organiques contenus dans les ordures ménagères (15 %), déchets d'équarrissage animal (16 %), déchets verts (19 %) et céréales (sorgho) (28 %).

Le budget de l'opération est de 12,5 millions d'euros, dont seulement 2 M€ de fonds propres, 9,5 M€ d'emprunt auprès de la Caisse des Dépôts, et 1 M€ de l'ADEME. Ce qui n'exclut pas des aides complémentaires de l'État, de la Région, du Conseil Général et de la Ville, que ces aides soient en apports financiers ou en apports indirects et facilités diverses.

L'ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) a étudié le dossier, et, bien que relevant beaucoup plus de points négatifs que de points positifs, a quand même donné un avis favorable pour une aide d'1 M€ (sous réserve d'études complémentaires...). Nous avons eu cette étude en mains et elle nous a été fort utile pour comprendre le caractère irréaliste du projet.

Cultiver pour produire des déchets !

Pour cultiver le sorgho, Abiodis va acquérir deux exploitations agricoles (300 ha en tout). C'est le Gablim (Groupement des agriculteurs bios du limousin) et la Confédération paysanne qui ont alerté l'opinion locale sur ce projet en critiquant la vente de terres agricoles à fin de méthanisation, en faisant le parallèle avec les agrocarburants pour affirmer que les terres agricoles doivent servir d'abord à l'alimentation. D'autant plus que la culture prévue est du sorgho, c'est-à-dire que la plante entière est utilisée, alors qu'avec le blé par exemple on peut utiliser la paille pour la méthanisation et consommer le grain.

Gablim et la Conf, suite à un courrier au préfet, ont obtenu un report de la prise de décision de la Safer pour avoir un complément d'information, mais au final la Safer a donné son accord.

Abiodis préfère acheter plutôt que passer des contrats avec des agriculteurs à qui il rachèterait leur production, car c'est plus « sécuritaire » pour leur approvisionnement.

Jean-Louis Bouillet (membre de la Conf) : « La Conf pense qu'il est temps que la Région s'occupe du problème de l'appropriation et de la destination des terres, à la limite la Région acquiert les 300 ha et installe 6 exploitants avec des exploitations d'une taille moyenne de 50 ha, voire moins s'il y a des projets de maraîchage. Ceux qui veulent s'installer sur des petites surfaces ne trouvent rien. Si on veut relocaliser l'agriculture c'est une piste possible. Et puis est-ce nécessaire d'être propriétaire pour cultiver ? »

La propriété c'est le vol

Abiodis a payé ces 300 ha 7 000 € l'hectare, soit deux fois le prix des meilleures terres en Creuse. L'augmentation de la taille des exploitations est telle qu'elle produit des effets pervers. Quel agriculteur creusois peut se permettre d'acquérir 150 ha à ce prix-là ? Personne. Qui peut se le permettre ? Des investisseurs privés ! Nous subissons les mêmes avatars que les pays africains où des multinationales, voire des États, achètent des millions d'hectares. Les terres agricoles sont en train d'échapper à tout contrôle humain et peuvent être destinées à n'importe quel usage pourvu qu'il soit rentable au regard des intérêts capitalistes. La terre est un moyen de production comme un autre, seule sa collectivisation peut garantir la maîtrise de son usage pour le bénéfice de la collectivité.

Selon des exemples allemands, dans des digesteurs où on utilise des céréales avec des boues et des déchets d'équarrissage, ce n'est pas 28 % de céréales dont ils ont besoin comme prévu par Abiodis, mais 50 %. Ce qui veut dire que si le projet se réalise ils auront vite besoin d'acheter 300 ha de terres supplémentaires.

Ces terres seront en monoculture intensive avec tous les intrants possibles (engrais, pesticides), surtout des engrais car le sorgho n'est pas une plante adaptée à



notre région. L'ADEME s'inquiète des « conséquences environnementales : impact sur le milieu naturel (ressources en eau, qualité des sols, etc.), développement de monocultures (impact sur la biodiversité, etc.) et sociales : certaines de ces cultures, notamment les cultures énergétiques spécialement dédiées à la méthanisation, peuvent être en compétition avec les cultures alimentaires en terme de surfaces allouées. »

Et cerise sur le gâteau, le projet surévalue le rendement de la culture du sorgho

Un projet « écolo » qui augmente les émissions de CO2

Non seulement l'exploitation du sorgho augmente les émissions de gaz à effet de serre, mais le transport des déchets également.

« Seulement 50 % en tonnage de l'approvisionnement en déchets est assuré par le territoire creusois. On peut craindre que la taille du projet soit trop importante. En effet, cette taille oblige à aller chercher loin des masses importantes de matière première, alors que la technologie de la méthanisation (contrairement à l'incinération) permet d'envisager la création d'unités de taille relativement modeste. » (rapport de l'ADEME).

Les bureaux d'études spécialisés estiment que la zone de collecte des déchets à traiter doit se situer dans un rayon maximum de 20 à 30 km alors qu'il est de 50 km ici.



si l'on veut que l'usine de Guéret produise dès 2012, c'est maintenant qu'il faut planter les céréales.» (Michel Vernier).

Mais quel projet ?

Le 15 avril 2010 la Caisse des Dépôts annonce investir 1 M€ dans la première tranche (3 MW) d'une usine de production électrique par méthanisation à Guéret. « Fondé sur le traitement triphasique qui augmente le rendement méthanogène, ce projet de 6 MW constitue une solution de gestion des déchets de boues d'épuration... D'un coût global de 12 M€, cette réalisation bénéficiera de subventions de 2,3 M€ ».

Le projet serait donc deux fois plus important que celui examiné par l'ADEME qui le trouvait déjà largement sur-dimensionné.

Faudra-t-il sacrifier entre 600 et 1 200 ha de bonnes terres agricoles pour produire encore plus de déchets recyclables ?

MAP

Pour son approvisionnement, Abiodis compte sur beaucoup de ressources aléatoires.

Pour près de 30 % sur les boues et déchets verts hors département et particulièrement de Limoges : or l'agglomération de Limoges traite déjà ses boues avec un procédé de méthanisation et n'en a pas forcément à vendre, sans parler du coût de transport et de son impact écologique.

Pour 15 % sur des pulpes d'ordures ménagères qui seront produites dans une installation encore en début de réflexion sur le département de la Creuse. Le Syndicat mixte d'études pour la gestion des déchets ménagers envisage de se doter d'une « presse à extrusion », technologie mal maîtrisée, permettant de séparer les fractions organiques de celles dites sèches. Mais rien n'est fait.

« Le risque est important que les ordures ménagères de Creuse soient en définitive acheminées vers les installations de traitement en sous capacité dans les départements voisins. » (rapport de l'ADEME).

Un cocktail de technologies approximatif

L'usine produit de l'électricité et de la chaleur (eau chaude). La puissance électrique installée est de 2,83 MW soit pas plus qu'une seule éolienne, le seul intérêt est de revendre plus cher à EDF du fait qu'il s'agit d'une énergie renouvelable.

Si l'on regarde les chiffres des installations déjà en service les 72 000 t. de biomasse traitées annuellement donneraient plutôt 1,4 MW de puissance installée au lieu des 2,83 prévus. Le moteur étant censé fonctionner à 90 % du temps, le rendement électrique semble assez utopique.

Un nouveau procédé de méthanisation sera mis en œuvre mais il n'a pas été testé sur des volumes aussi importants.

Les installations opérationnelles sont de la taille de 50 KW à 1 MW.

Pour distribuer la chaleur produite, il faut un réseau urbain qui n'existe pas. « Et parallèlement, il faut savoir que la

Ville de Guéret travaille à la création d'un réseau de chaleur à partir de celle qui sera produite par l'usine Abiodis. Cette énergie pourrait servir à des bâtiments administratifs, ou à des logements, mais aussi, pourquoi pas, à d'autres entreprises de la zone industrielle. » (Michel Vernier, maire de Guéret, dans *La Montagne* du 13 avril). Mais l'étude n'est pas encore lancée.

Point d'orgue : que faire des déchets résiduels, le « digestat », (18 600 t. par an) ? « Plusieurs valorisations du digestat sont envisagées (incorporation à des matériaux de construction, etc.), parmi lesquelles la valorisation agronomique nous semble la plus réaliste.

Cette solution présente toutefois le risque de l'acceptabilité par les agriculteurs et du coût résultant de l'extension du périmètre d'épandage.

Cette situation amène au même questionnement que le sujet des déchets, relatif à la taille de l'installation qui nécessite un grand rayon d'action. » (rapport de l'ADEME).

Un projet urgent

En résumé : l'extraction des pulpes d'ordures ménagères n'est pas au point, le réseau de chaleur n'existe pas, le permis de construire n'est pas encore accordé, et l'enquête d'utilité publique n'a pas été faite ! Sans compter la surévaluation du rendement de l'usine, les incertitudes sur l'approvisionnement en boues et déchets d'abattage, les dégâts environnementaux et l'élimination des déchets produits.

Quant au procédé de méthanisation, ce que l'on connaît et qui marche, ce sont de petites unités, le plus souvent à la taille d'une ferme, voire au maximum à la taille d'un hameau. C'est comme les éoliennes ou le photovoltaïque, ça ne fonctionne bien et ne se justifie qu'à une petite échelle dans une optique d'autonomie et d'autoconsommation.

Mais il faut aller vite, le projet est activement soutenu par la mairie de Guéret. Le maire annonce que l'usine sera opérationnelle en 2012 ! « Et il faut savoir que

Toujours en Creuse, un autre projet débile

Dans la région de Boussac des céréaliers portent un projet d'usine de trituration de colza et de tournesol pour huile et tourteaux. L'huile serait vendue comme carburant et les tourteaux seraient destinés à un projet d'engraissement industriel dans le parc de Millevaches. (Sous prétexte de relocalisation de la production, ce projet délirant par sa taille, 4 000 veaux engraisés par an, sera soutenu par toutes les instances locales.

Mais aussi une réalisation à taille humaine

Une trentaine d'éleveurs de la région de Bourgneuf, regroupés dans l'association « Roullons vers », ont acquis une huilerie itinérante pour produire, à partir de colza et de tournesol, des tourteaux destinés à l'alimentation de leur cheptel et de l'huile destinée à leurs tracteurs, voire à leur consommation personnelle (huile de première pression à froid). L'huile revient à 70 cts le litre et ils produisent 30 000 litres par an qu'ils consomment directement. Certains sont en bio, d'autres non, leur expérience prouve qu'en bio, avec un litre de gazole dans le tracteur on produit 10 litres d'huile, alors qu'en non bio on n'en produit que 5. Les 60 t. de tourteaux sont consommées par leurs troupeaux évitant l'achat de tourteaux de soja (transgéniques) au Brésil.

10 – Capitalisme à la poubelle



Plusieurs initiatives se sont développées ces derniers temps dans le département avec l'ambition de constituer des alternatives à la grande distribution : vente directe via des marchés de producteurs, coopératives d'achat, « Amap » etc.

À priori, il semble évident de regarder avec sympathie ces expériences, voire de leur reconnaître la portée critique qu'elles revendiquent.

UNE MISE EN PERSPECTIVE s'impose cependant. Quelques centaines de personnes en tout sont concernées. Pendant ce temps-là, la Creuse possède le triste record de la plus grande quantité de grandes surfaces par habitant de France. Quant au Limousin, sa production agricole totale ne couvrirait que 15 pour cent de ses besoins. Et les épiceries, bars et autres commerces des villages continuent de fermer, les « exploitations agricoles » continuent de diminuer en nombre (et d'augmenter en taille) ; bref, le pays continue gentiment à se transformer en désert banlieusard, à crever.

Il est un peu dérisoire que ces quelques initiatives nous soient continuellement données comme exemple de « responsabilité citoyenne » et en quelque sorte mises en balance avec la catastrophe et l'irresponsabilité universelle.

(Voir par exemple le film à succès *Nos enfants nous accuserons*, consacré à l'empoisonnement par la chimie agricole, mis en parallèle avec une expérience de cantine scolaire « bio ».)

Car bien évidemment tout cela ne constitue aucunement une réponse aux « problèmes » qu'impliquent la production industrielle et son corollaire, la consommation de masse. Et la simple addition de ces « prises de responsabilité individuelles » ne permettra jamais d'améliorer ou de remettre en cause quoi que ce soit.

LES DISCOURS sur une consommation « plus responsable » etc. oublient une évidence : le vrai pouvoir, le pouvoir de déterminer la forme de la société et donc la vie qu'on y mène, ne se situe aucunement dans « la consommation ».

Il n'y a pas, par définition, de figure plus passive, plus impuissante, et plus

démunie que celle du consommateur. La forme de liberté ou de choix qui est la sienne est la plus pauvre et la plus illusoire qui soit.

Le vrai pouvoir social se trouve dans la détermination et dans l'organisation de la production et de ses modalités techniques et autres. C'est là que se situent la question politique fondamentale, et le terrain des conflits décisifs.

Pour prendre l'exemple de l'agriculture, 20 % d'agriculture « biologique » ne changeraient pas grand-chose à l'empoisonnement général ou à la stérilisation des sols. La seule alternative à la hauteur du problème, c'est bien l'arrêt pur et simple de l'agriculture industrielle sous perfusion chimique. Parler d'un tel arrêt, cela revient en fait à parler de l'arrêt de la production des engrais et pesticides. Cela revient à imposer socialement l'arrêt de cette production.

Il est bien évident que l'on ne passerait pas facilement de ces (hypothétiques) 20 % de bio à l'arrêt de l'industrie chimique. De l'un à l'autre, la question sociale de fond resterait entière.

LES TENTATIVES de « consommation différente » ne sont certes pas les seules à faire preuve, jusqu'à présent, d'une grande faiblesse à la fois « quantitative » et « qualitative ». Il en va de même de la plupart des « expériences se voulant constructives » d'aujourd'hui, que l'on regroupe communément sous le vocable vague des « alternatives » (qu'il s'agisse d'agriculture, de logement, d'éducation, etc.).

Il serait absurde de critiquer en tant que tel le caractère partiel ou très minoritaire de quelque tentative que ce soit. Ce qui juge une expérience du point de vue « politique » ce n'est pas sa faiblesse ini-

tiale, mais bien plutôt la direction dans laquelle elle se dirige.

Et c'est aussi ce qu'elle peut nous apprendre du monde dans lequel nous vivons – puisque tel est bien le premier rôle d'une expérience : instruire, démontrer.

– Peut-on raisonnablement penser que cette expérience va aider un tant soit peu à dévoiler les multiples formes de dépossession de notre société ?

– Va-t-elle permettre de mettre à nu – ne fût-ce que pour ceux qui y participent – les illusions nouvelles, les compensations matérielles ou morales, qui entretiennent la soumission générale ?

– Affirme-t-elle, même très modestement, l'aspiration à une vie plus libre, plus digne, plus riche ; permet-elle d'imaginer mieux ce que serait une telle vie ?

La lecture des divers dossiers que consacre régulièrement le journal local IPNS aux « alternatives à la grande distribution » à « l'économie sociale et solidaire » etc. incite à répondre non à chacune de ces questions.

En tout cas, pour le fond comme pour la forme, ces articles ressemblent comme deux gouttes d'eau à des publications du Conseil régional pour le « développement local » du « territoire » : loin d'aider à comprendre pour les dénoncer les nouvelles idéologies d'État qui servent d'alibi à la poursuite de la « grande liquidation générale » ces expériences participent de fait complaisamment à la promotion de ces idéologies.

On peut bien sûr contester que les articles d'IPNS soient représentatifs de quoi que ce soit en dehors du petit milieu du « Plateau » ; par ailleurs des choses sûrement très diverses sont regroupées sous le mot « alternatives ». Il me semble cepen-

dant qu'il y a là quelque chose d'assez représentatif de l'esprit du temps.

Il serait tout à fait possible que des expériences « se voulant constructives » se montrent plus rigoureuses, et acquièrent ainsi une réelle portée politique et critique. Il serait même sans doute très important que de telles tentatives réellement exemplaires se multiplient (nous en sommes loin).

En tout cas, mieux vaut, sans aucun doute, des solutions et arrangements strictement individuels, qui renoncent à tout discours public ou prétention sociale, plutôt que des expériences prétendument plus ambitieuses qui, en définitive, servent volontairement la soupe, et participent au renforcement de la domination et de ces nouveaux mensonges.

La première chose que devraient faire des « associations de consommateurs » ou quoi que ce soit d'autres, avec quelques ambitions critiques, ce serait au minimum de se démarquer clairement et explicitement de tous les promoteurs de « l'économie à visage humain » du « développement durable » et autre « capitalisme vert » ; et donc, bien évidemment, de toutes les instances de l'État.

Elles devraient pour cela commencer par tourner le dos à cette « responsabilisation du citoyen-consommateur » devenue idéologie officielle – pour assumer un discours critique à l'égard de notre organisation sociale, de l'irresponsabilité et de la passivité qu'elle produit par nature, et des contraintes qu'elle fait subir.

À force de sous-estimer la profondeur de ces contraintes, les « alternatifs » servent finalement à démontrer que « quand on veut on peut » et que notre société est parfaitement libre et démocratique, puisqu'elle permet à chacun de vivre comme il l'entend.

De telles expériences devraient également s'efforcer d'imaginer comment être autre chose qu'une simple possibilité à côté de l'option majoritaire ; bref comment elles, ou d'autres, pourraient éventuellement remplacer l'organisation actuelle de la production et de la distribution.

SI DE TELLES DÉMARICATIONS explicites sont si rares, c'est sans doute d'abord parce que beaucoup de ces expériences dépendent directement, soit d'instances de l'État, via des subventions ou aides diverses, soit d'un public ou d'une clientèle spécifique, qui vient chercher auprès d'elles non seulement

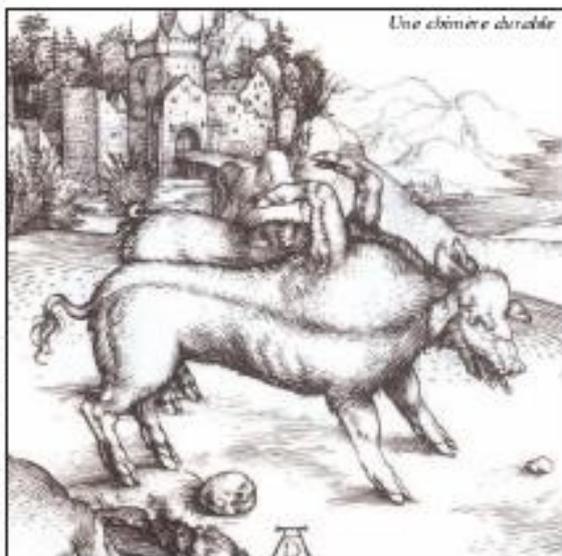
un produit ou un service, mais aussi une compensation idéologique à la mauvaise conscience. Ce supplément d'âme justifie que les marchandises proprement dites soient plus chères qu'ailleurs, et permet sans doute en retour à ces « expériences sociales » de se poursuivre, dans un contexte concurrentiel de plus en plus difficile.

Le problème principal n'est d'ailleurs pas en tant que tel d'être soutenu par qui-conque, mais bien que ce soutien lie les mains, et surtout les têtes et les langues, de ceux qui en bénéficient. Comment par exemple critiquer ne fût-ce que les partis « Vert » ou « rose » ou l'industrie de l'éolien ou du tourisme, quand on dépend pour sa survie de clients qui s'identifient aux « verts » ou aux « roses » ou de bureaucrates du Parc naturel régional ?

Il faut également ajouter une autre sorte de contrainte, pas du tout négligeable : qui a vécu à la campagne sait comment un voisinage hostile peut rendre la vie impossible ; et nos contemporains sont plus conformistes que jamais, et fort susceptibles de faire très mauvais accueil à qui dit trop clairement certaines choses.

Mais la raison principale de la rareté de telles démarcations sans équivoques, c'est bien sûr l'abîme dans lequel sont tombées la conscience critique ou la connaissance historique contemporaine.

Aussi mystifiées qu'elles pouvaient être par ailleurs, les vieilles conceptions politiques marquées par une « conscience de classe » maintenaient au moins répandue dans la société l'idée que celle-ci était traversée par des antagonismes irréconciliables.



Cette évidence semble s'être largement perdue ; tout comme se sont largement perdus le goût de l'intransigeance et l'exigence de rigueur intellectuelle qu'il implique : rien n'est pire aujourd'hui, semble-t-il, que l'idée d'un conflit irréconciliable.

Quant à l'État, dont la critique caractérise les libertaires, son évocation constante peut parfois évoquer un vague croque-mitaine, mais il est certainement préférable de percevoir l'unité et la cohérence d'un phénomène, fussent-elles complexes à définir, plutôt que de ne plus rien voir du tout, à la manière de nos alternatifs. Pour eux, il existe le département, la région, le gouvernement, l'Europe, avec leurs programmes divers et séparés ; mais l'État, avec son rôle historique global, n'existe pas.

Il devrait pourtant être évident que n'importe quel soutien d'une instance de l'État en faveur de la « protection de l'environnement » de la « sauvegarde du patrimoine bâti » d'un « renouveau de la vie sociale » ou du « développement d'une agriculture plus humaine et plus pérenne » ne peut être qu'une bouffonnerie, ou qu'une injure : un alibi grossier.

Il suffirait pour s'en convaincre de mettre en parallèle les subventions allouées pour favoriser l'installation de tel projet agricole alternatif, la réhabilitation de tel village, etc., et les budgets consacrés à la politique agricole nationale ou européenne, au soutien aux Bâtiments et travaux publics, ou à la recherche scientifique sur le nucléaire ou la génétique.

Bien évidemment, les effets prétendument poursuivis dans les deux cas sont exactement opposés, et la résultante globale de ces diverses interventions de l'État est sous nos yeux : la destruction planifiée de l'agriculture paysanne et des villes historiques, la généralisation de la banlieue et de son désert, l'empoisonnement universel ; enfin, la perte toujours plus approfondie de toute forme d'autonomie.

SI DONC SI PEU DE GENS veulent se démarquer de l'eau tiède actuelle, c'est sans doute parce qu'ils ne trouvent finalement pas si mal le monde dans lequel nous vivons – quoi qu'ils en disent. Même l'infect ragoût républicain (saupoudré d'« État social » de « service public » etc.) ne leur coupe pas l'appétit !

CÉDRIC DE QUEIROIS

L'Europe contre la barbarie

– ... À la fin de la Seconde Guerre mondiale, dit le professeur, une idée fraternelle unit les peuples d'Europe : créer un espace commun qui rendit impossible des horreurs comparables à celles qui venaient de s'achever. Ainsi naquit l'idée d'une Europe politique, celle dans laquelle nous vivons aujourd'hui, et qui nous protège de la barbarie.

– MAIS, dit l'Ingénu, dans toute cette Europe se produisent aujourd'hui des rafles, des internements et des déportations.

– Hercule, mon enfant, il ne faut pas employer à la légère des mots dont tu ignores le sens. Ce ne sont pas des rafles, mais des arrestations. Les étrangers ne sont pas internés mais retenus, et ils ne sont pas déportés mais reconduits.

– Cependant, insista l'Ingénu, quand les opérations de police consistent à boucler un quartier, une rue, une place, pour arrêter par surprise tous les étrangers susceptibles d'être en situation irrégulière, cela ressemble à une rafle. Les centres de rétention sont des lieux de privation de liberté où l'on peut rester plus d'un mois, et jusqu'à deux ans dans certains pays, on peut donc bien parler d'internement. Et les personnes reconduites sont souvent renvoyées dans des pays qui ne sont pas les leurs. Lorsque des milliers d'immigrants sont déplacés d'une île italienne ou grecque vers les pays du Maghreb – dont ils ne sont pas ressortissants –, et que les autorités les conduisent dans des zones frontalières désertiques sans équipement ni vivres, comment cela doit-il s'appeler ?

– Il est certain, dit le professeur, qu'il ne s'agit pas de la même chose que ce qui s'est déroulé dans les années 1930 et 1940, car l'Europe est constituée de

POLICE DICTATORIALE VIOLANT LES DROITS DE L'HOMME



Démocraties et non de Dictatures.

– Est-ce à dire, demanda l'Ingénu, qu'on souffre et qu'on meurt de façon plus agréable lorsqu'on est victime d'une Démocratie que lorsqu'on est victime d'une Dictature ?

– De quelles victimes parles-tu, Hercule ? Les Démocraties n'assassinent personne.

– Pourtant, des milliers de personnes sont mortes et meurent encore dans le désert, en mer, en échouant à rejoindre l'Europe, ou sous les traits, dans les camions, lorsqu'ils l'ont rejointe.

– Nos Démocraties ne sont pas responsables, dit le professeur avec un sourire navré, de l'inconscience de ces malheureux.

– Cependant, dit l'Ingénu, certains sont tués par la police des frontières de pays européens. Certains sont étouffés lors de leur expulsion, d'autres meurent dans les centres de rétention ou les zones d'attente. Il arrive que les garde-côtes « harponnent » les *pateras* et les fassent volontairement sombrer, ou que des naufragés soient délibérément abandonnés à leur sort. Et les organisations comme Médecins du monde savent combien les migrants sont battus, rackettés, harcelés, maltraités par les policiers européens.

– Tout cela est tragique, dit le professeur, et

l'Europe fait tout ce qu'elle peut pour éviter ce genre de bavures.

– Pourtant, dit l'Ingénu, l'Europe a créé une agence, Frontex, qui, sous couvert de protéger les frontières européennes, pratique régulièrement la non-assistance, le refoulement, voire l'élimination.

– L'élimination ? Qu'entends-tu par là, Hercule ?

– Eh bien, le ministère de l'Intérieur espagnol a noté qu'à partir de l'introduction opérationnelle de Frontex, le nombre d'arrivées de migrants aux îles Canaries a chuté de 70 %, tandis que celui des morts en mer croissait de 50 %.

– Il ne peut pas y avoir de lien de causalité entre ces deux chiffres,

Hercule, dit le professeur. Nous sommes en Démocratie.

– En mars 2007, raconta l'Ingénu, un cargo pourri battant pavillon coréen, le *Happy Day* a été remarqué au large du Sénégal par une patrouille italo-espagnole de Frontex.

– Dans les eaux internationales ? Es-tu sûr qu'il s'agissait d'une patrouille de Frontex ?

– Oui. Le patrouilleur italien *Dattilo* arraisonne le vaisseau, mais doit négocier âprement avec 4 pays avant d'obtenir l'autorisation de le fouiller. Enfin, au bout de deux jours, l'autorisation est accordée. Le navire contient 350 clandestins indiens et pakistanais en provenance des pays du Golfe, où ils ont travaillé des années. Ils projetaient de rejoindre l'Angleterre. L'équipage est composé de 6 Géorgiens sous-payés, employés d'une mafia russe sans doute spécialisée dans le trafic d'êtres humains. Les 30 garde-côtes européens du *Dattilo*, armés de fusils et d'armes de poing, ligotent et évacuent l'équipage géorgien, qui sera détenu six jours au Sénégal, puis s'emparent du vaisseau. S'ensuit un frénétique marchandage durant lequel le Sénégal, la Corée, la Géorgie, les pays de la côte africaine voisine, l'Espagne, l'Union européenne vont successivement refuser d'accueillir les migrants. Pour finir, le gasoil s'épuisant, le bateau est rendu à l'équipage géorgien, avec l'injonction de partir loin et surtout de n'arriver nulle part. À peine récupéré le bateau, le capitaine Khachidze et son équipage disparaissent en haute mer. Ils sont cependant toujours sous contrôle radar et surveillance satellite. À bout de vivres et de gasoil, ils obtiennent des autorités guinéennes l'autorisation d'accoster dans un petit port, à 500 km de Conakry. Une équipe de la BBC, dépêchée sur place, ne retrouve pas trace des immigrants. Khachidze prétend les avoir remis aux autorités

guinéennes. Frontex affirme qu'ils ont été pris en charge par l'OIM, l'OIM n'est au courant de rien et les autorités portuaires guinéennes certifient que le cargo était vide quand il a demandé l'autorisation de s'approcher des côtes.

– Mon Dieu, s'écria le professeur, les malheureux ont été jetés à l'eau par les mafioses géorgiens !

**POLICE DÉMOCRATIQUE
PROTÉGEANT DE TOUTE VIOLATION
LES FRONTIÈRES DES PAYS OÙ S'EXERCENT
LES DROITS DE L'HOMME**



– C'est que ces matelots n'étaient que 6, et qu'ils avaient été désarmés par la patrouille de Frontex. De plus, ils se savaient sous étroite surveillance. Jeter à la mer 350 hommes paraît bien au-dessus de leurs forces.

– Les autorités guinéennes les auront donc fait disparaître. Quelle horreur !

– Pourtant la Guinée, soumise à des pressions intenses pour lui faire admettre que le *Happy Day* était parti de ses côtes, avait exigé qu'une équipe médico-sanitaire guinéenne monte à bord pour vérifier l'état de santé des passagers avant toute négociation. Pourquoi s'inquiéter de la santé

de personnes qu'on projette d'éliminer ?

– Que de mystères ! Soupina le professeur. Vraiment cette affaire est incompréhensible.

– Il existe une autre solution, dit l'Ingénu. La patrouille italienne de Frontex, trente hommes armés, est restée six jours seule avec les immigrants sur le *Happy Day*. Et si les Géorgiens avaient récupéré un bateau vide ?

– Cela est impossible, répondit le professeur, car nous vivons en Démocratie, et les polices des régimes démocratiques ne se livrent pas aux crimes de masse.

– J'ai une autre solution, dit l'Ingénu.

– Je t'écoute, mon enfant.

– Voyant les difficultés dans lesquelles se trouvaient ces migrants, les patrouilleurs européens les ont courtoisement invités à nager jusqu'au Royaume-Uni, car cela semblait être le moyen le plus sûr pour atteindre

le but qu'ils s'étaient fixé. Il est possible que ces braves immigrants, étant parvenus à respirer sous l'eau, aient été recueillis par le peuple des Sirènes et des Tritons. Ainsi la Démocratie, qui ne sait pas faire le mal, a-t-elle contribué à l'heureux dénouement de leur aventure.

– Oui, Hercule, dit le professeur avec un bon sourire, c'est ainsi que l'Europe donne aux nations primitives l'exemple de son humanité. Et maintenant, nous allons étudier la Convention européenne des droits de l'homme. Article premier...

14 - Mauvaises lectures

Antireligion, regards sur l'obscurantisme religieux et la nécessité de la combattre, collectif, *Éditions du Monde libertaire*, 4 €.



En latin, en sanskrit, en arabe ou en hébreu, la religion opprime !

Un siècle après la loi de séparation de l'Église et de l'État, de nombreuses publications reviennent sur cette « spécificité » qui fit qu'enfin la France ne soit plus qualifiée par le Vatican de « fille aînée de l'Église ».

Cette idée de laïcité issue de la Révolution française, et devenue loi en 1905, est maintenant attaquée par les cléricaux d'horizons divers.

Bien sûr, la séparation n'a pas empêché le cléricisme. Les religieux tentent toujours d'influer sur la vie privée, en particulier à travers les lois relatives à l'euthanasie, le Pacs, le divorce, l'avortement, la bioéthique, etc. en y imprimant leur doctrine et leur chapelet d'interdits alimentaires, sexuels, etc.

Si la religion catholique, en France, voit son nombre de pratiquants(tes) diminuer régulièrement depuis une trentaine d'années et recrute de moins en moins de prêtres, elle conserve une grande influence dans les décisions prises au niveau de l'État.

Et d'autres religions, telles l'Islam, sont prêtes, avec le blanc-seing de l'État, à jouer elles aussi un rôle prépondérant dans la gestion des affaires publiques.

L'État adapte aujourd'hui ses relations historiques avec les religions car elles sont un excellent moyen de canaliser les populations. Ainsi, elles justifient la résignation au quotidien et briment les révoltes potentielles contre l'ordre établi, au nom du paradis futur...

Antireligieux, athées ou agnostiques, les anarchistes perçoivent généralement le combat pour la laïcité comme insuffisant, car les religions y sont cantonnées à un périmètre sans être réellement combattues. De plus, les laïcs associent souvent la République et la Nation, à cette « valeur universelle », qui dépassent celle des églises.

Rappelons que les anarchistes ne défendent ni la République bourgeoise, ni le nationalisme, causes de tant de guerres entre les peuples.

Les textes rassemblés dans cette brochure se veulent des regards complémentaires sur l'offensive religieuse d'hier et d'aujourd'hui, et apportent des pistes de réflexion et d'action sur le nécessaire combat à mener pour la liberté individuelle.

ALAYN

Dans chaque église il y a toujours quelque chose qui cloche

Les vaccins de la colère, 28 pages A5, disponibles auprès de Z ou de *Creuse-Citron*.



Dans le précédent numéro de *Creuse-Citron*, un dossier était consacré à la fièvre catharale et aux résistances à la vaccination obligatoire du bétail. Le numéro 3 de la revue Z revient longuement sur le sujet ; une brochure compile des articles consacrés à la question qui élargissent considérablement le débat, au-delà du seul rappel détaillé des faits.

D'abord en replaçant cette obligation vaccinale particulière dans l'histoire de l'industrialisation croissante de l'agriculture et de la liquidation progressive de l'agriculture paysanne, de son autonomie, et de son rapport mesuré avec le milieu naturel. Il est ainsi rappelé

que les arguments sanitaires ou de traçabilité ont efficacement complété le contrôle « économique » (via les subventions agricoles) ou le contrôle des terres (via les « safer »), pour planifier l'industrialisation-concentration de l'agriculture.

En perspective : l'obligation imminente de puçage du bétail (normalement pour cet été), qui parachèvera le processus de bureaucratisation. Notons qu'à la différence du vaccin contre la FCO, le puçage ne rencontre pratiquement aucune opposition...

Mais ces textes ont aussi le mérite de rappeler que ces questions débordent très largement le seul « domaine agricole » : les éleveurs et leurs troupeaux ne sont certes pas les seuls à se retrouver presque pieds et poings liés devant l'industrie, et les bureaucraties qui la défendent. Comment ne pas faire un parallèle, en effet, entre la « crise de la FCO » et « l'état d'urgence sanitaire » que nous avons connu l'an dernier avec la grippe « H5N1 » ; comment ne pas deviner, derrière les multiples « contraintes sanitaires » agricoles, ou le puçage du bétail, la promesse d'une gestion toujours plus brutalement technique du cheptel humain.

CÉDRIC

www.zite.fr

Abonnement à *Creuse-Citron*

Les frais d'envoi postaux sont de 1,25 € par numéro. *Creuse-Citron* étant à prix libre, vous pouvez ajouter ce que vous voulez, sachant que le coût de fabrication d'un numéro est de 50 cts.

1 an (4 n°) = 5 € (frais de port) + ... (prix libre) / 2 ans (8 n°) = 10 € (frais de port) + ... (prix libre)

20 ans (80 numéros) = 100 € (frais de port) + ... (prix libre)

Indiquez le nombre de numéros que vous désirez recevoir, libellez votre chèque à l'ordre de *Citron Libre* et adressez-le à *Creuse-Citron*, BP 2, 23000 Sainte-Feyre.

L'épouvantail de l'insécurité est largement remis à l'ordre du jour par le pouvoir en place avec leur cuisante défaite aux dernières élections régionales. La répression, s'exerçant déjà tous azimuts, ne va que s'amplifier. Le procès des incarcérés de Villiers-le-Bel (21 juin prochain) tombe bien mal : les accusés risquent de faire les frais de ce populisme aux relents nauséabonds.



Tout à fait en phase avec cette actualité, *Courant alternatif* (mensuel édité par l'Organisation Communiste Libertaire) nous propose dans son numéro 199 d'avril un petit dossier intitulé : « Répression, peurs et immobilisme ». Il s'interroge sur la répression en se demandant si elle est vraiment plus intense qu'avant l'ère Sarkozy. Plus loin, leur questionnement est celui de beaucoup de militants : « surveillance totale ou totale paranoïa ? ».

En dehors de ce dossier, on peut trouver dans ce numéro un excellent article sur « Armand Gatti à Saint-Nazaire ». Il relate l'aventure extraordinaire d'Armand Gatti et de « La tribu » lors de leur séjour à Saint-Nazaire de septembre 1976 à février 1977 pour un projet de création collective... et ce ne fut pas un long fleuve tranquille ! Gatti « remet le couvert » près de trente-cinq ans plus tard, en Limousin, avec un nouveau projet. Certains d'entre nous se trouveront à ses côtés pour participer à cette nouvelle aventure du poète-anar qui n'avait pas oublié de rendre visite à ses compagnons au dernier festival Bobines rebelles. Peut-être, trouvera-t-il encore un petit moment pour les rejoindre une nouvelle fois à Bobines rebelles 2010 ?

La revue syndicale et pédagogique, *L'Émancipation* a rencontré Jean-Jacques Rosat, directeur de la collection

Banc d'essais aux éditions Agone. Ces dernières années, il a engagé une réflexion sur les relations entre expérience politique et littérature à partir de l'œuvre de George Orwell. À l'occasion de la publication des « Écrits politiques » de George Orwell dans la collection nommée ci-dessus, la revue nous livre en deux parties (février - n° 6 et mars - n° 7) une passionnante interview de J-J Rosat.

Toujours d'aussi bonne qualité intellectuelle, le bulletin de critique bibliographique, *À contretemps* continue de nous livrer de solides et très intéressants dossiers. Dans son numéro de mai (n° 37), est abordé le problème, plus que d'actualité en ces temps de déliquescence politique et syndicale, celui du « syndicalisme révolutionnaire ». Bien sûr, un des points centraux est le fameux congrès de la CGT de 1906 avec la mythique « Charte d'Amiens ».

No Pasaran (printemps - n° 78) s'interroge sur les mobilisations internationales et les contre-sommets avant le prochain G8/20 qui se tiendra en France en 2011. Cela nous donne un dossier « Mobilisations internationales : quels enjeux ? Quel avenir ? » assez étoffé. Il faut dire que le dernier de ces contre-sommets (contre-sommet de l'OTAN à Strasbourg en avril 2009) a laissé à nombre de ses participants perplexes un goût amer. Un grand nombre de questions attend des réponses : que faire face à des forces policières et militaires délirantes ? Faut-il continuer à se placer sur le même terrain d'affrontement qu'eux ? Doit-on désert ces rencontres ?...



Balayons les affameurs



Normand Baillargeon dans *Le Monde libertaire* (n° 1592 - 22 avril) revicait sur une entrevue récente au cours de laquelle

Noam Chomsky répondait à quelques questions concernant l'anarchisme. Comme toujours, beaucoup de ses réponses peuvent et devraient alimenter discussions, réflexions, interrogations... Pour preuve, voici un extrait d'une des réponses de Chomsky : « Il faut précieusement préserver le souvenir des idées anarchistes et, plus encore, des inspirantes luttes menées par les peuples qui ont cherché à se libérer de l'oppression et de la domination : non comme des manières de figer la pensée dans de nouveaux moules, mais comme une base à partir de laquelle on comprend à la fois la réalité sociale et le travail qu'il faudra accomplir pour la changer. »

A contretemps

Bulletin de critique bibliographique

Du syndicalisme révolutionnaire



Numéro 37 - Mai 2010

Nous pourrions avoir l'occasion de rencontrer Noam Chomsky à Paris prochainement lors d'une courte visite, et aussi Normand Baillargeon qui, lui, restera en France plusieurs mois.

Rébétéko (*Chants de la plèbe*) dans son numéro 5 (printemps 2010) poursuit son dossier sur la « surveillance informatique » en indiquant un certain nombre de pistes pour protéger ses connexions. De plus, ils ont eu la bonne idée de rajouter une feuille d'édition régionale dans laquelle ils proposent un plan de Limoges « sous vidéosurveillance » : vous pourrez y retrouver les emplacements des différentes caméras, les champs de vision de celles-ci... Un exemple à suivre pour d'autres villes !

Par contre, pour une revue de presse, voici des nouvelles peu réjouissantes : la disparition de deux journaux qui ne nous laissaient pas indifférents. *Siné-hebdo* qui après 86 numéros hebdomadaires lâche la rampe ! Et aussi, *le plan B* qui après 23 numéros bimestriels rend les armes !

En espérant que d'autres publications du même type viennent les remplacer rapidement.

16 - Vous êtes cernés

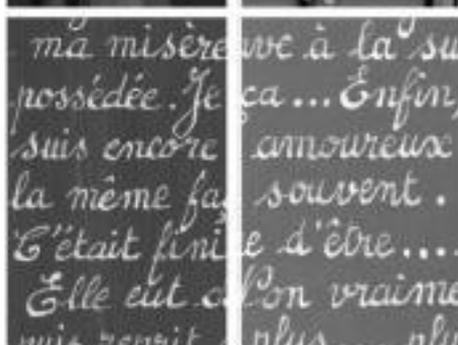
Jean Estaque présente son exposition
Conte, raconte et raconte

d'après l'œuvre de Guy de Maupassant
du 22 mai au 27 juin

les deux derniers week-end du mois de 15 h à 19 h

Les illustrations des contes, nouvelles ou romans de Maupassant ont été choisies aussi bien pour leur qualité littéraire que pour leur provocation ou leur pertinence.

La Maison du tailleur, place de l'Église 23000 Savennes
www.lamaisondutailleur.fr



Jean Estaque - Détails de bois sculptés et calligraphies d'après des contes et récits de Guy de Maupassant

3^{ème} festival du documentaire politique et social en Creuse

Organisé par : Ecole à une nuitée, Creuse-Citron, Mémoires à l'Œil, Peuple et culture 19, Atout du 19^{ème} mai, La nuitée par les contes.



BOBINES REBELLES 2010

à Royère de Vassivière

11 juin à 21h à L'Atelier, et le
12 juin de 10h à minuit au Villard

Projections, débats, librairie, bar, restauration ...

Entrées prix libre - Contact : 05 55 64 73 17

www.bobinesrebelles.org

En avant première,

jeudi 27 mai à 19 h au *Fabuleux destin café*, rue Cerclier à Aubusson :

Barça ou Barzakh (Barcelone ou la mort) d'Idrissa Guiró

jeudi 10 juin à 21 h au *Magasin général* de Tarnac :

Ciné-tracts 5,6,7 (Nouvelle société) et *Classe de lutte* du groupe Medvekiné de Besançon

Où trouver Creuse-Citron ?

Aubusson :

Bar *Au Fabuleux Destin*, 6, rue Roger Cerclier.

Bar *Volupthé*, 57, rue vieille.

Bussière Dunoise : Bar restaurant *Le Tilleul*

Champagnat / St-Domet : Étiang de la Nautic.

Eymoutiers :

Librairie *Passé-Temps*.

Le Monde allant vers : brocante, récup, 2, av. du

M^{re} Foch

Bar *La Patron minet*

Felletin : Bar-tabac *Le Troubadour*.

Guéret :

Bar-tabac *Le Beïto*, place du Marché.

Coop des champs, rue de Laviolle.

Librairie *Les Belles Images*, rue E. France.

Librairie *Au fil des pages*, place du Marché.

Bar-tabac *Le Boily*, 2, rue Maurice Rollinat.

La Souterraine : Sandwicherie *Le Damocles*,

6, impasse St-Michel.

Limoges : Local associatif *Undersounds*,

6, rue de Gorra.

Moutier-Rozeille, La Clède : Atelier de sculpture

J.-L. Gautherin.

Royère : Bar *L'Atelier*.

St-Loup : Restaurant *Le P'tit loup*.

Sardent :

Bar *Chez Josiane*.

Épicerie *Chez Hervé*.

et bien sûr dans les manifs et les rassemblements

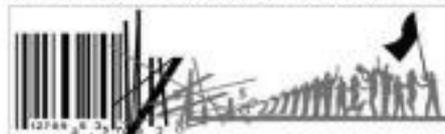
Également téléchargeable :

<http://creuse-citron.revolublog.com>

Creuse-Citron

s'adresse à tous ceux et celles qui luttent contre la falsification de l'information et la diffusion généralisée de l'idéologie libérale. C'est un journal indépendant et libertaire qui s'interdit toute exclusive et tout prosélytisme en faveur de telle ou telle organisation syndicale ou politique. Sur cette base nous publierons toutes les informations que vous nous ferez parvenir.

Ce journal est réalisé par le Collectif libertaire Creuse-Citron.



Courrier postal : Creuse-Citron

BP 2 23 000 Sainte-Feyre

Courriel : creusecitron@free.fr

Prix Libre

Nous vous proposons *Creuse-Citron* à prix libre. C'est, pour notre collectif, une démarche politique, non marchande, alors que par ailleurs, l'habitude est de payer le même prix, que l'on soit fortuné ou pauvre. Le prix libre n'est pas pour autant la gratuité : c'est donner la possibilité d'acquérir un même produit selon ses moyens et ses motivations.

Abonnements : voir page 14

Numéro réalisé avec le logiciel libre

SCRIBUS (www.scribus.net)

Plate-formes : Linux, MacOS X,

Windows



La copie et la diffusion des textes publiés dans ce journal sont libres et fortement encouragées.

IPNS

